



**HAL**  
open science

## Le Sahel dans la crise malienne - introduction

Roland Marchal

► **To cite this version:**

Roland Marchal. Le Sahel dans la crise malienne - introduction. Les Dossiers du CERI, 2013, pp.1-4.  
hal-01025039

**HAL Id: hal-01025039**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-01025039>**

Submitted on 17 Jul 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Le Sahel dans la crise malienne

**Roland Marchal**

2013/07

L'intervention militaire française au Mali depuis le 11 janvier 2013 manifestait la crainte légitime de voir des mouvements se réclamant de l'Islam radical au nord du Mali et adoués par AQMI<sup>1</sup> prendre le contrôle de la principale base militaire malienne à Sévaré et, plus hypothétiquement, atteindre la capitale avec le risque d'un effondrement de ce qui restait de l'Etat malien.

Cette dramatisation des enjeux par les officiels français, bien à propos pour justifier la rupture avec des mois de diplomatie publique, ne peut cependant occulter les questions que soulève une intervention, restée pendant de trop longues semaines purement militaire faisant fi des leçons politiques tirées d'autres conflits, en Afghanistan et Somalie notamment. Les buts de guerre étaient fluctuants tandis que les déclarations de victoire étaient sans cesse remises en cause: la guerre, nous disaient les officiels français, était finie alors qu'elle ne faisait que commencer et que c'était justement la crainte d'une longue guerre qui nourrissait la procrastination de nombre d'Etats voisins du Mali à intervenir. Au 1er juillet, plus de trois mille soldats français restaient sur le terrain, alors que le nombre maintes fois annoncé aurait dû être de deux mille.

L'absence de stratégie politique claire de la part de Paris était d'abord illustrée par la cacophonie des déclarations officielles. Elle l'était, surtout et plus durablement, par la difficulté d'accompagner une campagne militaire réussie dans ses premiers mois avec une réforme de l'Etat malien seule apte à répondre aux véritables défis sous-jacents.

Le texte de Gilles Holder qui ouvre ce dossier souligne à l'envi les apories de cette attitude internationale dont la première illustration est une amnésie sélective de notre diplomatie (pourquoi n'a-t-on rien vu et rien dit pendant ces années qui ont porté le Mali si près du gouffre ?) et sur la fiction politique qui se met aujourd'hui en place dopée par les coups de menton de la France et par la promesse de financements impressionnants (près de 3,5 milliards d'euros promis pour la reconstruction du Mali), l'élection présidentielle promise fin juillet 2013 en étant la plus simple caricature.

Il en est une autre qui traverse ce dossier. La France, suivie par l'Union européenne et les Etats-Unis, aurait une stratégie pour le Sahel. Ce Sahel se limite curieusement à celui de l'Afrique de l'ouest, excluant ainsi le Soudan et la Somalie dont l'histoire récente a pu inspirer les uns et les autres, et met apparemment hors-jeu deux Etats stratégiques pour une stabilisation de la région : l'Algérie et la Libye. Cette mise entre parenthèse soulève de nouveaux problèmes à l'heure où la Libye, n'en déplaise à messieurs Cameron, Sarkozy et Obama, sert de sanctuaire à des groupes radicaux agissant dans le Sahel tout en étant incapable intérieurement de redéfinir des règles du jeu communes à tous, comme le décrit très bien ici George Joffe. Les attaques au Niger ont sans doute été planifiées à Darnah, nous rappelle Mamoudou Gazibo dans son texte qui narre les difficultés croissantes du gouvernement Issoufou à contenir les tensions nourries pour une part par son hostilité aux groupes armés, un temps installés au nord du Mali.

Evidemment, cet évitement du Maghreb souligne à l'envi que les relations tissées par la France avec ses anciennes colonies d'Afrique de l'ouest ont peu à voir avec celles qu'elle entretient avec l'Algérie et la Libye où les intérêts économiques et le souverainisme de leurs dirigeants incitent à une toute autre approche. Reste qu'une stratégie n'intégrant que ce Sahel politiquement correct a peu de chances de réussir.

Dans cette crise, plusieurs Etats de la région entendent jouer leur carte. Si le Nigeria le fait sans emphase tant il est sûr de sa propre importance, si l'Algérie est pour l'heure prise dans les contradictions entre sa diplomatie publique et son appui réel à l'opération française et plus encore tétanisée par la fin probable de l'ère Bouteflika, le Tchad joue sa carte avec un certain talent. Peu importe aux yeux de la communauté internationale que ce soit le fils du Président Déby, général à 29 ans, qui commande en second une force pour l'essentiel composé de membres du même groupe ethnique qu'Idriss Déby, du moment que celle-ci se bat. Et elle se bat bien même si cette présence sur le terrain malien suscite des interrogations au Tchad sur les ambitions présidentielles et le coût d'une telle aventure pour la population ordinaire comme l'analyse Gilbert Maoundonodji dans ce dossier.

Aujourd'hui, plus personne ne doute que cette crise est au moins régionale et que chacun des Etats de la région aura à faire face à des dynamiques qui ne sont pas seulement enracinées dans les espaces nationaux mais relèvent aussi de dynamiques globales et transnationales. De la Mauritanie, cas décrit par Zekeria Ould Ahmed Salem, au Soudan étudié ici par Alex de Waal, on perçoit l'ampleur des différences de situations, les risques, l'historicité aussi de certaines tensions.

Le rôle de l'Islam dans la vie publique, la répression de mouvements religieux qui ne sont pas tous initialement violents, la vigueur du salafisme et le romantisme de la révolte violente sont des schèmes qui peuvent faire système dans ces sociétés. Ce débat est largement escamoté, notamment en France, tout à sa célébration de la laïcité d'Etat. Le cas de Boko Haram au Nigeria, analysé dans ce dossier par Adam Hizagi, illustre tout à fait cette radicalisation produite plus par un enclenchement d'événements que par un projet politique inscrit dès le départ dans la violence. On entend souvent que les meilleurs agents recruteurs de Boko Haram auront été, au tournant des années 2010, les violences jamais condamnées de l'appareil d'Etat et la déliquescence économique portée par des politiques libérales depuis plus de deux décennies.

Disons le autrement, la question de l'islam politique et du rôle de l'Islam dans la cité, voire de la construction d'une laïcité islamique, constitue un enjeu majeur des années à venir dans l'ensemble de la région. Mieux vaut le reconnaître d'emblée que de cultiver les malentendus comme cela a été le cas dans le passé récent. Malgré l'apparente dislocation des groupes radicaux dans le nord du Mali, une double question demeure. Jusqu'à quel point l'affaiblissement de groupes terroristes constitue-t-elle la composante majeure d'une réforme vertueuse de l'Etat malien et comment une transformation systémique de la politique malienne peut-elle permettre de « policer » le nord du pays et priver d'espace politique des groupes prônant un Islam radical ? Les réponses sont essentielles mais font défaut aujourd'hui.

Peut-être plus qu'AQMI ou Ansar ed-Din, le MUJAO illustre l'importance de ces interrogations car ce mouvement représente la réussite d'un certain projet islamiste radical malien. Le groupe fondateur est lié à une katiba dissidente d'AQMI composée pour l'essentiel d'Arabes du Tilemsi (à proximité de Gao). Initialement décrite comme le prototype de la narco-guérilla, cette organisation s'est révélée un opérateur politique particulièrement astucieux. D'une part, elle a laissé dans un premier temps le MNLA jouer le premier rôle dans la ville de Gao et a gagné le soutien de la population en la défendant devant les actes de banditisme du MNLA. Loin d'une stratégie de recrutement élitiste parmi les seuls Arabes, elle a recruté dans d'autres groupes ethniques « noirs » (Songhay et Peulh) plus que « blancs » (comme les Arabes et les Touaregs). Elle a contesté la supériorité de certains groupes nobles en proposant un modèle de pouvoir plébéien. Certes, elle n'a pas dédaigné l'usage de la terreur en refusant de suivre le conseil avisé de l'émir d'AQMI, Abdelmalek Droukdel, pour qui le soutien de la population était plus important que l'imposition rigoureuse de la loi religieuse (telle que ces groupes la comprennent).

Cependant, les réactions populaires après le retour de certains représentants de l'Etat malien à Gao doivent servir d'avertissement. Comme le souligne Naffet Keita dans un article plein d'humeur, l'Etat se doit de redonner sens au sentiment national, non seulement en réintégrant les populations du nord (et notamment les Touaregs) comme des citoyens à part entière mais aussi en démantelant les connivences et les réseaux clientélistes qui ont profondément perverti l'ensemble du système politique malien.

La crise du Mali explicite une autre difficulté autrement plus sérieuse et fondamentale : la profonde

diversité de groupes se revendiquant d'une même idéologie simplificatrice à l'extrême et violente. L'un des penseurs de la politique américaine de contre-insurrection en Irak et en Afghanistan, David Killculen, parlait de guérillas accidentelles au sens où l'existence de mouvements comme Al-Qaïda permettait la militarisation de revendications locales et la survie d'organisations armées assurées d'un appui extérieur en termes de financement et d'expertise militaire. C'est sans doute passer sous silence les histoires locales et faire jouer à un mouvement comme Al-Qaïda un rôle démesuré comme l'exemple du Mali l'atteste. Reste cette étrange association, dont les ressorts les plus profonds demeurent jusqu'à aujourd'hui mal connus.

Si l'émergence de mouvements qui se définissent comme djihadistes a été rapide au Mali, il faut prendre garde à ne pas les considérer simplement comme l'expression d'une même matrice, forcément idéologique. En effet, ce qui est frappant dans la multitude d'écrits sur ces groupes, c'est une focalisation sur la dimension idéologique et rhétorique aux dépens d'analyses proprement sociologiques et historiques. Lorsque l'économie est mentionnée, c'est dans son seul aspect de financement de ces groupes : à lire nombre d'articles sur le Mali, on finirait par croire que les Islamistes radicaux y sont tous des trafiquants de drogue omettant ainsi le rôle des Etats et la nature souvent continentale ou transcontinentale de ces trafics et le rôle politique que ces Islamistes ont acquis pendant des mois dans la gestion de territoires et de populations.

Prenant le sens commun à contrepied, les textes de Julien Brachet et de Judith Scheele dans ce dossier font justice d'une série de clichés qui encombrant souvent les récits de la crise malienne : un désert vide de population et parcouru par des criminels de la pire espèce. En réintroduisant l'histoire et en prêtant attention aux dispositifs sociaux dans cet espace, ils restituent une historicité des identités et un enracinement de pratiques sociales que la communauté internationale aurait tort de n'envisager que sous le registre usuel et normatif de la criminalisation. Au contraire, nous répètent-ils, c'est cette capacité à changer, cette mobilité et cette transnationalité qui fournissent les clefs d'explication de la reconfiguration de taxinomies sociales et de la résilience très forte d'une zone soumise à des dynamiques de transformation profondes, compte tenu notamment des politiques européennes et maghrébines.

L'intervention française a profondément désorganisé ces groupes radicaux au nord du Mali mais ces derniers s'étaient déjà préparés à une intervention internationale et donc il faut être prudent sur la nature tactique ou stratégique de la victoire militaire française. Va-t-on vers une régionalisation de ces groupes avec des actes terroristes commis dans tous les pays de la région, à la manière des Shabaab somaliens qui depuis 2011 tentent de s'établir en Afrique de l'est et d'y frapper les intérêts occidentaux ? Va-t-on au contraire vers une réorganisation clandestine de ces groupes sur le territoire malien et la montée en puissance d'une guerre asymétrique comme le craignent les Nations unies, qui pour le coup ont opté pour une opération surdimensionnée et pour cela même déjà sujette à de nombreuses faiblesses ? Dans aucun scénario, la guerre n'est gagnée, ne fût-ce que parce qu'on doit escompter une croissance rapide d'un banditisme de grand chemin que, dans le contexte sahélien, on décrirait plus proprement comme une métamorphose des économies de la protection.

Geoff Porter propose, quant à lui, une vision de cette zone qui prend à contre-pied tous ceux qui ont fait du salafisme l'alpha et l'oméga des problèmes de la région. Il souligne combien les économies de la région affectée par la crise malienne restent dépendantes des industries extractives et combien les luttes sociales pour une meilleure distribution, voire un meilleur usage, de la rente qu'elles produisent demeurent au-delà des discours sécuritaires, un levier essentiel de la gouvernance et la composante stratégique d'une issue à la crise morale et économique dans laquelle vivent les populations de toute cette zone.

**Roland Marchal, chercheur CNRS/CERI-Sciences Po, vient de publier "Military (Mis)Adventures in Mali, African Affairs, July 2013 et "Mali : "Visions of War", Stability : Internatinal Journal of Security & Development, June 2013.**

- [1.](#) Al-Qaïda au Maghreb Islamique. Pour une présentation détaillée de tous les groupes voir Roland Marchal, « Is a military intervention in Mali unavoidable ? », Noref, Octobre 2012, accessible à <http://www.peacebuilding.no/Regions/Africa/Mali/Publications/Is-a-military-interv>

ention-in-Mali-unavoidable